

# Toutes et tous dans la rue le 1er mai

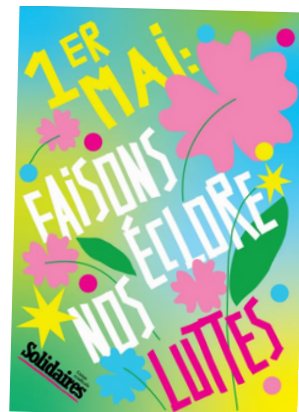
## leurs avancées seront faites de nos reculs !

Depuis l'automne 2024, près de **200 000 emplois ont été supprimés** à travers différents plans sociaux, et on s'attend à 100 000 nouvelles suppressions en 2025. Et celles et ceux qui se retrouvent au chômage font face à une sévère **dégradation des conditions d'indemnisation** que le gouvernement souhaite encore aggraver. Pour les allocataires du RSA, l'obligation de **15h hebdomadaire de travail gratuit** est assortie d'une échelle de sanction pouvant aller jusqu'à la **radiation**. Rappelons que le RSA, c'est 635 euros pour une personne seule, soit la moitié du seuil de pauvreté...

Quand ce n'est pas la « guerre économique », c'est « l'économie de guerre » qui est censée justifier cette précarisation/paupérisation généralisée. Ce sont les mêmes arguments qui **menacent, à travers les « coupes budgétaires », l'ensemble des services publics** qui sont - rappelons-le - les **outils essentiels** pour combattre les inégalités. Services publics du social, de la santé, de la culture, de l'éducation, des transports... pour le gouvernement, tout doit être massacré, en prétextant le niveau d'endettement. Mais avant tout pour permettre les profits de quelques-uns.

Ce rouleau compresseur libéral peut compter sur le soutien d'une extrême droite en plein essor. Elle progresse partout notamment à cause des ravages engendrés par ces politiques économiques, mais aussi parce que la xénophobie, le racisme, le nationalisme sont des points d'appui pour l'exploitation capitaliste.

La couleur de peau, l'origine, la religion servent de support à des discours et des pratiques de stigmatisation et d'exclusion car elles seraient à l'origine des maux de la société. Pour les tenants de cet ordre libéral et raciste, ce sont les étrangers, les immigrés - ou celles et ceux supposés comme tels - qui sont les responsables du chômage, de la faillite des services publics, des déficits de la protection sociale, de l'insécurité... **Mais l'absence d'accès aux droits pour les uns n'a jamais donné plus de droits à d'autres !**



### Unissons-nous, défendons-nous !

Face à cette « extrême-droitisation de la société », nous n'avons pas d'autre alternative que de défendre la justice sociale et la solidarité. Face à ces discours politiques et médiatiques qui sont porteurs d'une véritable logique de « guerre civile » pour permettre la survie d'un système économique, **nous devons lutter pour nos droits et pour l'égalité !**

Ainsi, alors que **nous avons été des millions à manifester contre la réforme des retraites**, que celle-ci n'a pu voir le jour qu'à travers un véritable déni de démocratie, nous ne pouvons pas nous satisfaire de « discussions ». Deux ans après, **l'heure est à un second round** pour gagner son abrogation. Pour rappel, depuis l'entrée en vigueur de cette loi, le nombre d'inscrits à France Travail âgés de 62 ans a augmenté de 46,5 % avec une moindre indemnisation.



## De l'argent, il y en a !

L'Etat sait pourtant mener une véritable politique publique quand il s'agit des entreprises. Le montant total des aides publiques aux entreprises se situe aux alentours des **200 milliards d'euros par an, sans aucune contrepartie pour l'emploi ou les salaires**. Cette somme représente le premier poste budgétaire : près de 40 % du budget de l'Etat, soit trois fois plus que le budget de l'Education nationale !

Mais ce soutien sans faille des politiques gouvernementales en faveur de la compétitivité des entreprises n'est apparemment pas suffisant puisque la **fraude fiscale**, qui concerne essentiellement les hauts revenus, est estimée à environ **100 milliards par an**. Auxquels on peut ajouter la **fraude sociale de ces mêmes entreprises à travers le travail dissimulé**, estimé lui à hauteur 7-8 milliards.

Et pour rappel, en 2024, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires un total de 78,4 milliards d'euros, soit une hausse de 8,5 % sur un an.

## Partageons le travail et les richesses !

Les politiques économiques et sociales qui nous sont **imposées depuis des décennies** ne sont pas un « horizon indépassable ». **Nous avons les moyens, par nos mobilisations et nos luttes, d'imposer d'autres choix de société, pour une véritable transformation sociale et écologique**. Alors que le gouvernement « réfléchit » pour trouver 40 milliards d'euros d'économies pour le budget 2026, nous pouvons lui imposer dès à présent des mesures d'urgence. **Cela ne dépend que de nous !**

## Nous revendiquons :

- **Une véritable justice fiscale** : l'impôt sur le revenu doit être plus progressif, l'impôt sur la fortune doit être réinstauré ainsi que la taxation des superprofits. Une lutte contre l'évasion fiscale doit être menée.
- **Stop aux plans de licenciements** : il ne doit pas être possible pour une entreprise qui reçoit des aides publiques de procéder à des licenciements, ou alors il faudra rembourser ces aides !
- **Augmentation du SMIC, des salaires et des pensions** : plutôt que de promouvoir une politique au service des entreprises, un plan de relance doit être mis en place pour améliorer le niveau de vie et indirectement la situation économique. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes doit devenir une réalité.
- **La réforme des retraites doit être abrogée** : le sens du progrès social est de poursuivre la réduction du temps de travail et de partager le travail.
- **Maintenons les services publics et la sécurité sociale** : plutôt que d'être dépecés et privatisés, ils doivent être développés pour assurer une véritable cohésion sociale.



**Face aux menaces, soyons massivement mobilisé-e-s et ne faisons pas qu'une manifestation, faisons de ce 1<sup>er</sup> mai 2025 le début d'une offensive sociale !**

